

APC DE SKIKDA

Soixante employés sans salaire depuis six mois

Près de soixante employés recrutés en tant que manœuvre ordinaire des travaux (MOT) au sein des différents services et infrastructures culturelles de l'APC de Skikda n'ont pas perçu leurs salaires depuis septembre 2007.

Cette situation rappelle celle vécue par d'autres collègues et rapportée sur ces mêmes colonnes le 27 septembre 2007, qui ont dû patienter neuf mois pour toucher leurs salaires. Une éprouvante attente, que l'on croyait bannie des pratiques de notre administration, a refait surface au détriment d'une nouvelle équipe d'employés.

Dans les deux cas, la justification du retard émise par la direction de l'administration locale, est liée à la forte présence de l'élément féminin

dans la liste des employés. Comme déjà signalé, aucune loi n'interdit le recrutement des femmes dans les postes de MOT, au mieux elle leur préfère les hommes par le recours à la formule «le MOT est un poste qui exige de la force». Sans plus.

Les responsables communaux, dont l'ex-P/APC (n'ayant nullement l'intention de tirer sur les ambulances), portent une responsabilité dans cette affaire ; ils ne défendent pas bien les intérêts légitimes de leurs subordonnés. Il est inad-

missible le temps de six à neuf mois qui, souvent, s'écoule entre la signature de la note d'affectation par le maire et le renvoi aux services communaux par ceux de la DAL de l'arrêté nécessaire pour le paiement des employés. Pourtant, personne n'a daigné bouger le petit doigt.

A titre d'information aussi, les dossiers des MOT transitent par les services de la daïra, ils y restent dans les tiroirs durant des jours ou des semaines et ce, selon les personnes et les appuis dont ces dernières jouissent. Dans ce contexte, des MOT se sont vu délivrer leurs arrêtés en un mois à compter de la notification de leur embauche. A la lumière des ces données, les

recrutés sont les seuls à être pénalisés. La crédibilité des institutions étatiques aussi.

Le nouveau maire compte assainir cette situation, une ambition exprimée lors de son installation le 29 novembre : «Ces employés doivent être maintenus dans leurs postes et rémunérés comme il se doit. Il n'est nullement question d'un rejet de la tutelle des cette soixantaine de postes» déclara, sur un ton réconfortant, Ferhat Ghennai. Notre interlocuteur nous apprend aussi : «Dorénavant, les recrutés en tant que MOT ne regagneront leurs postes de travail que munis de l'affectation et de l'arrêté, soit après avoir eu l'approbation de la tutelle».

Zaid Zoheir

BEN AZZOUZ

Le RND fête son onzième anniversaire

Le RND a fêté, dans l'après-midi du jeudi, son onzième anniversaire à la commune de Ben Azzouz relevant de la daïra du même nom, en présence des cadres et militants du parti. Le choix de cette circonscription est motivé par le gros score réalisé à l'issue des élections locales du 29 novembre, 3400 voix ont été enregistrées, l'équivalent de six sur les onze que compte l'APC.

A la daïra de Ben Azzouz, une autre APC, celle de la Marsa est revenue au parti après que les indépendants aient rejoint les rangs, «un acte notarié en fait foi» nous dira Ben Merabet Fouad, secrétaire général du bureau de la wilaya de Skikda. Le nombre des APC détenu par le parti est onze, soit six de plus que lors du mandat précédent, 2002-2007.

Le parti dispose également de deux permanences à Merdj Eddib et au siège implanté aux Arcades. La première se trouve près du 5^e arrondissement de la Sûreté urbaine, et est ouverte au public par les deux députés.

Cette semaine, le parti envahit la scène politique locale. En témoigne la réunion tenue cette semaine au centre culturel Ali-Tiliani, et rehaussée par la présence de Chihab Seddik, député et membre du bureau national du parti.

Une séance de travail a été l'opportunité pour afficher un auto-satisfaction au sujet des résultats enregistrés au niveau national et local. Tour à tour, Chihab Seddik et Benmerabet Fouad, secrétaire général du bureau de Skikda du RND, ont mis en lumière les avancées notables en la matière.

Thème récurrent de chaque conclave partisan, l'aisance financière du pays en

l'occurrence, a été avancée par les intervenants comme effet incitatif au développement économique escompté, et auquel les Rndistes doivent contribuer.

Des instructions ont été également données aux élus, cadres et militants du parti pour raffermir les liens avec les citoyens notamment ceux des régions désertifiées. Ces dernières doivent faire l'objet d'une attention particulière, les visites d'inspection sur le terrain auraient déjà donné une idée de la situation y prévalant.

L'application des engagements issus du programme élaboré par les instances nationales, la bonne gestion des collectivités locales, l'abstention de toutes actions de dilapidation des deniers publics sont globalement les autres conseils prodigués aux assistants à cette rencontre.

Z. Z.

MÉTIER

Ramdane, le dernier forgeron traditionnel de M'sila

Dernier représentant dans la ville de M'sila d'une corporation professionnelle aux traditions séculaires, Ramdane Aïssa, forgeron de son état, continue vaillamment à fabriquer de ses mains des articles de fer artisanaux, qui ont encore la cote auprès des quincailleries de la vieille capitale des Hammadites.

Implanté dans la non moins vieille cité El-Kouch de M'sila, son atelier semble, à qui le visite pour la première fois, comme sortir d'un autre temps avec son brasier à charbon de houille, sa soufflerie, ses quelques outils rudimentaires et ses murs noircis par le feu et la trace des années.

Ramdane, septuagénaire, affirme avoir lui-même appris de son père les arcanes de l'art de transformer le plus dur des métaux en docile objet de tous les jours. Sa matière première, il la trouve, pour l'essentiel, dans les pièces de rechange automobile. Ainsi, d'un simple bras de cardan, il peut fignoler un burin, à partir de grossiers amortisseurs de voiture, il façonne des couteaux, avec de vulgaires lames à ressort pour camions, il forge des couperets... Plus ingénieux encore, une banale barre de fer de 16 mm de dia-

mètre se transforme, entre les mains de ce maître de la forge, en arrache-clous.

Tenailles, marteaux, enclume, foyer pour braises à la plupart des outils utilisés par cet artisan sont tous forgés par ses soins. Un signe de modernité cependant : épuisée, la soufflerie à cuire que l'on actionne à la main pour attiser les braises a été, il y a peu, remplacée par un ventilateur.

Cet artisan, aidé il est vrai par deux de ses enfants, affirme même forger certaines pièces de rechange pour les voitures légères, les poids lourds et même pour les grues. Le procédé manuel, soutient-il, est «une garantie de qualité et de fiabilité».

Les objets forgés les plus demandés demeurent, ajoutent-ils, les burins, les pioches et les faucilles. Le fer à cheval, jadis très sollicité, n'est plus recherché maintenant que

pour «chasser le mauvais œil», ironise Ramdane, nostalgique, surtout lorsqu'il se rappelle que les tenants de ce métier étaient fort nombreux jusqu'aux années 1970 mais les difficultés liées à son exercice ont fini par les décourager jusqu'au renoncement.

A 14 000 DA le quintal, la cherté du charbon de houille utilisé pour la combustion vient en tête de ces contraintes, regrette Ramdane, tout en signalant que pour une quantité identique de charbon de bois, le premier combustible fournit au forgeron une chaleur 20 fois plus importante.

En plus, le recul croissant de la demande sur les produits forgés à la manière artisanale, fortement concurrencés par les articles de la sidérurgie moderne, risque d'amener ce maître artisan à mettre carrément la clé sous le paillason.

Pour lui, le seul espoir réside dans la mise sur pied de projets à caractère culturel susceptibles de mettre en valeur les produits de ce savoir-faire ancestral mais, hélas, en déperdition.

APS

JUSTICE À ADRAR

Les travaux de formation se poursuivent

Les journées destinées à la formation des correspondants de presse se poursuivent sous l'œil implacable de MM. Oudi Larbi, président de la cour, et Bouziane Ahmed, procureur général.

Jeudi dernier, c'était au tour de M. Charouine, procureur de la République, de développer les prérogatives des fonctionnaires rattachés à ce corps.

Ainsi, la police judiciaire reçoit ses instructions du procureur général et s'assure à les appliquer. Celle-ci a un lien direct avec le ministre de la Justice qui lui préconise l'application de la loi. La police judiciaire doit communiquer tout ce qui touche de près ou de loin au trouble public, aux affaires louches qui concernent les citoyens.

Ses agents représentent également le procureur général et l'aide dans l'accomplissement de sa tâche, en effectuant des enquêtes, des perquisitions et informent le procureur général comme le stipule l'article 36 du code pénal. Ils sont tenus de faire un bilan mensuel, trimestriel et annuel dans lequel apparaissent clairement les statistiques des affaires traitées ou en cours. Ils sont également chargés de l'état civil, de la correction des documents en vue de faciliter les formalités au citoyen. Ils veillent aussi au bon fonctionnement des centres pénitentiaires, restauration, hygiène... et de la prise en charge de détenus. Ainsi, ce rapprochement permet de mieux cerner le fonctionnement de l'appareil judiciaire pour une meilleure analyse.

El Hachemi S.

EL-TARF

Une cité abandonnée

Les locataires de la cité 80 logements d'El-Chatt, qui reste sans eau potable, sans assainissement et sans électricité, souffrent le martyre et dénoncent les retards relatifs aux branchements en dépit de leurs appels et écrits à l'endroit des décideurs locaux et ce, depuis 5 années.

Parmi les 80 souscripteurs, seule une vingtaine a décidé d'occuper les lieux et le promoteur (l'EPLF) s'est montré défaillant dans sa mission. Comme mentionné dans les doléances transmises à la Sonelgaz, il a été signalé le calvaire des enfants contraints de faire leurs devoirs à la lueur de la bougie. Quant à l'approvisionnement de l'eau potable, les locataires recourent à des puits alors que la conduite acheminant ce précieux liquide passe non loin de leurs logements. Les locataires sont pourtant tenus de s'acquitter auprès de la Cnep de 6 000 DA et plus selon qu'on occupe un F3 ou un F4 évalués respectivement à 170 et 195 millions de centimes.

Kouadria Ahmed

MASCARA

Le RND célèbre sa date de création

C'est dans une ambiance conviviale que le RND a fêté le onzième anniversaire de sa création. Ils étaient nombreux les élus locaux et militants à s'être déplacés avant-hier au centre culturel de la localité de El Bordj où étaient également présents les sénateurs Slimani et Bessayah.

M. Kada Djelid, le coordinateur de wilaya du parti d'Ahmed Ouyahia, rappellera dans quelles circonstances avait vu le jour le RND et l'engagement des patriotes dans la lutte antiterroriste. «Un grand hommage leur sera rendu et à ce propos, nous ne pouvons évoquer ceux-ci sans se remémorer justement un homme qui fut le premier dans la région à prendre les armes. Il s'agit de M. Bayoud de El Menaouer à proximité d'El Bordj plus connu sous le sobriquet de «Boubanou». Des présents seront remis pour la circonstance aux moudjahidine et fils de chouchada». L'orateur exhortera les élus à plus d'engagement pour parachever le processus de développement.

M. Meddeber

SIDI-BEL-ABBÈS

Un jeune homme de 25 ans se donne la mort

Un jeune homme âgé de 25 ans a été retrouvé mort dans la soirée de jeudi dernier dans la ferme où résident ses parents dans la localité de Taoudmount, au sud de la wilaya de Sidi-Bel-Abbès.

La victime a été retrouvée par ses proches, qui ont donné l'alerte, pendue au plafond de l'étable avec sous ses pieds, deux bottes de foin, ce qui, a priori, a fait retenir la thèse du suicide aux services de sécurité.

Le corps a été acheminé vers la morgue du CHU de Sidi-Bel-Abbès et une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances de cette mort.

A. M.